Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, en réponse à une question sur la situation en Syrie, au Sénat le 23 mai 2013.

2013-05-23

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Merci de votre question qui pose très bien les données de ce redoutable problème. J'étais hier en Jordanie où nous discutions avec les 10 pays qui soutiennent la coalition et avec la coalition elle-même de ce que nos envisagions de faire.

Premier principe auquel nous ne dérogerons pas : nous soutenons la Coalition nationale syrienne composée d'hommes et de femmes qui résistent aux attaques de Bachar Al-Assad et qui sont animés de principes qui peuvent nous rassembler.

Nous les soutenons depuis très longtemps et nous continuons à les soutenir, ce qui pose le problème de l'éventuelle levée de l'embargo de l'Union européenne sur les armes. Il y a depuis quelques jours une évolution sur le terrain dans la mesure où un certain nombre d'extrémistes du côté des résistants ont pris des positions de plus en plus fortes. Mais pour nous il ne doit pas y avoir de confusion. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons demandé aux Nations unies d'inscrire le front Al Nosra sur la liste des organisations terroristes.

De la même façon, au cours dernières semaines, la branche armée du Hezbollah - c'est-à-dire les Iraniens - est de plus en plus présente notamment dans l'assaut contre la ville d'Al Qusair. C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé hier que la France a proposé avec d'autres pays européens que la branche armée du Hezbollah soit inscrite parmi les organisations terroristes.

Il doit y avoir une solution politique. Nous avons demandé depuis très longtemps qu'il y ait une conférence de type Genève II, celle-ci pourrait avoir lieu. Il y a des conditions à émettre pour qu'elle soit un succès. Elles portent sur les participants et c'est la raison pour laquelle nous avons pris position pour que l'Iran, qui ne souhaite pas une solution dans cette affaire, soit écarté de cette Conférence.

D'autre part, se pose la question de l'objet de la Conférence. Il faut que l'objet de la Conférence consiste en l'installation d'un gouvernement de transition qui soit doté des pleins pouvoirs y compris sur les forces de sécurité ce qui fait tomber la question de Bachar Al-Assad.

Et puis se pose le problème des armes chimiques pour lequel il y a des enquêtes, y compris de la part de la France, qui sont en cours. Dans le communiqué rédigé hier, nous avons précisé que s'il était établi que des armes chimiques avaient été utilisées, il y aurait une réponse sévère, ce qui signifie une chose très précise dans le domaine du droit international et en termes de frappes.

Monsieur le Sénateur,

La Syrie est un drame épouvantable qui a des conséquences humaines terribles et des répercussions sur l'ensemble de la région. La France essaie d'apporter sa contribution à une solution en étant, à la fois, fidèle à ses principes et pragmatique compte tenu des évolutions sur le terrain.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 mai 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187975-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-en-r